



# Rapport économique 2023

## Uruguay

16 juin 2023

### Executive Summary

L'Uruguay représente une exception intéressante en Amérique du Sud en raison de sa stabilité politique et institutionnelle, d'une économie solide présentant de bons résultats macroéconomiques, de son faible niveau de corruption, de son système judiciaire efficace et de ses incitations fiscales et tarifaires, offrant un cadre propice à l'établissement de centres de distribution ou de sièges régionaux. La volonté du gouvernement à améliorer les conditions cadres renforcent l'attractivité de ce pays pour les entreprises étrangères.

L'économie uruguayenne a connu une croissance annuelle de 4.9% en 2022, s'inscrivant dans la continuité de la récupération de l'activité économique enregistrée en 2021 (+5.3%) à la suite de la pandémie de Covid-19. En mai 2023, l'inflation interannuelle s'est affaiblie à 7.1% se rapprochant de l'objectif de 6%. Le déficit budgétaire a diminué substantiellement pour s'établir à -2.55% du PIB en 2022, contre -4.1% en 2021. Le taux de chômage s'est légèrement affaibli en 2022, s'établissant à 7.86% mais devrait remonter faiblement du fait du ralentissement de la croissance en 2023. Selon le FMI, l'économie uruguayenne devrait en effet croître à un rythme de 2% en 2023.

L'année 2022 a marqué un nouveau record historique pour les exportations uruguayennes de marchandises, surpassant le niveau de l'année précédente pour s'élever à \$ 13.4 milliards. Le commerce bilatéral entre la Suisse et l'Uruguay a légèrement augmenté afin d'atteindre une valeur de CHF 175 millions (2021 : CHF 164 millions). Le volume commercial bilatéral n'a toutefois pas encore récupéré son niveau antérieur à la pandémie (2018 : CHF 194 millions). La balance commerciale reste en faveur de la Suisse et présente un excédent de CHF 111 millions. Les produits pharmaceutiques représentent plus de 2/3 des exportations suisses, suivi de l'horlogerie (15.5%). La Suisse est le 5<sup>ème</sup> investisseur le plus important en Uruguay avec une part de 7% du stock total des investissements directs étrangers. En 2021, les flux indiquaient un solde positif de \$ 2.2 milliards, ce qui signifie que l'Uruguay a été un récepteur net d'investissements directs malgré la pandémie.

L'Uruguay offre des opportunités intéressantes dans le domaine des énergies renouvelables et de la transition énergétique ainsi que dans le secteur agro-industriel et les services TIC. L'Uruguay s'efforce de se positionner à l'avant-garde dans le domaine de l'hydrogène vert, nouvelle priorité des autorités. L'émission innovante d'une obligation souveraine liées à des indicateurs de durabilité démontre aussi la volonté des autorités à s'illustrer dans la lutte contre le changement climatique.

La politique économique du président Luis Lacalle Pou vise avant tout à améliorer l'attractivité internationale de l'Uruguay ainsi que d'insuffler un certain dynamisme nécessaire dans une économie historiquement peu productive. La politique d'expansion commerciale poursuivie par l'exécutif cherche à ouvrir de nouveaux marchés afin de développer l'économie locale sur la base d'un modèle exportateur, compétitif et ouvert sur le monde. La ratification de l'Accord commercial entre le Mercosur et l'AELE contribuerait à donner une impulsion à un commerce bilatéral modeste.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1</b>	<b>SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE</b> .....	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES</b> .....	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE</b> .....	<b>6</b>
3.1	<b>Politique et priorités du pays hôte</b> .....	6
3.2	<b>Perspectives pour la Suisse</b> .....	7
<b>4</b>	<b>COMMERCE EXTÉRIEUR</b> .....	<b>7</b>
4.1	<b>Evolution et perspectives générales</b> .....	7
4.1.1	<b><i>Commerce de marchandises</i></b> .....	7
4.1.2	<b><i>Commerce de services</i></b> .....	7
4.2	<b>Commerce bilatéral</b> .....	8
<b>5</b>	<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS</b> .....	<b>8</b>
5.1	<b>Evolution et perspectives générales</b> .....	8
5.2	<b>Investissements bilatéraux</b> .....	9
<b>6</b>	<b>PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE</b> .....	<b>9</b>
6.1	<b>Instruments de la promotion économique extérieure suisse</b> .....	9
6.2	<b>Intérêt du pays hôte pour la Suisse</b> .....	9
ANNEXE 1 – Structure de l'économie .....		10
ANNEXE 2 – Principales données économiques .....		11
ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux .....		12
ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux .....		13
ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs .....		14

## **1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE**

Le pays se distingue par une stabilité politique et économique, ainsi qu'une grande sécurité juridique et un faible niveau de corruption. Avec une population de seulement 3.4 millions d'habitants et un PIB d'une valeur nominale de \$ 71.8 milliards, l'Uruguay constitue l'un des pays latino-américains le plus prospère avec un PIB par habitant s'élevant, fin 2022, à plus de \$ 20'000. L'Uruguay se classe en outre parmi les 20 premiers mondiaux en terme de respect pour l'État de droit et constitue l'une des rares démocraties complètes sur le continent américain selon le Democracy Index 2022 établi par The Economist. Le pays se démarque aussi en Amérique Latine de par une distribution équitable des richesses, avec une classe moyenne regroupant plus de 60% de la population ainsi qu'un faible taux de pauvreté (10.6%).

L'économie uruguayenne a connu une croissance annuelle de 4.9% en 2022, s'inscrivant dans la continuité de la récupération de l'activité économique enregistrée en 2021 (+5.3%) à la suite de la pandémie de Covid-19. Cette croissance a été nourrie par la hausse de la consommation des ménages ainsi que l'augmentation considérable des exportations de biens et de services (+11%). Les deux derniers trimestres de l'année 2022 ont cependant débouché sur une contraction de l'activité économique du fait d'un contexte externe globalement défavorable ainsi qu'une sécheresse extrêmement aiguë affectant la production agricole. Bien que techniquement en récession, l'économie uruguayenne devrait croître à un rythme de 2% en 2023 selon le Fonds monétaire international (FMI). La récupération du tourisme et de la consommation privée ainsi que l'exportation accrue de cellulose seront les principaux moteurs de cette croissance. Ce ralentissement de la croissance attendue en 2023 par rapport aux années précédentes constitue un retour à la tendance historique de la période 2013-2018 qui s'élève à 2%. L'inflation, suivant la tendance globale, a grimpé à 9.11% en 2022. La hausse des prix s'est toutefois avérée plus faible que dans les pays voisins, notamment grâce à la banque centrale, qui a poursuivi une politique monétaire restrictive augmentant le taux directeur de 5.75% à 11.5% entre fin 2021 et la fin de l'année 2022. En mai 2023, l'inflation interannuelle s'est affaiblie à 7.1% se rapprochant de l'objectif de 6%.

Le taux de chômage a diminué en 2022, s'établissant à 7.86% et devrait remonter légèrement du fait du ralentissement de la croissance. L'Uruguay connaît des difficultés à intégrer les jeunes adultes dans le marché du travail. Ainsi, en février 2023, les personnes de moins de 30 ans représentaient près de 60% des chômeurs. Le déficit budgétaire a diminué substantiellement pour s'établir à -2.55% du PIB en 2022, contre -4.1% en 2021. Du fait de la croissance de l'économie et de la réduction du déficit, l'endettement public brut est passé de 65.6% à 61% du PIB en 2022, démontrant les efforts du gouvernement à rétablir la responsabilité fiscale suite aux dépenses liées à la pandémie.

La politique économique du président Luis Lacalle Pou vise avant tout à améliorer l'attractivité internationale de l'Uruguay ainsi que d'insuffler un certain dynamisme nécessaire dans une économie historiquement peu productive. La politique d'expansion commerciale poursuivie par l'exécutif cherche à ouvrir de nouveaux marchés afin de développer l'économie locale sur la base d'un modèle exportateur, compétitif et ouvert sur le monde. Le mandat du président s'était dans un premier temps concentré sur la gestion de la pandémie et de ses effets, retardant la mise en œuvre de son programme axé sur la stimulation de la croissance et le rétablissement d'une responsabilité fiscale. Dans un deuxième temps, l'on peut désormais mentionner la réforme des retraites, ainsi qu'une légère baisse des impôts pour les personnes physiques et les micros et petites entreprises, ces dernières représentant 2 postes de travail sur 3. Les agences de notation ont récemment augmenté la note attribuée à l'Uruguay, qui obtient pour la première fois la note BBB+ (Standard & Poor's), reflétant la crédibilité de l'Uruguay vis-à-vis des marchés internationaux des capitaux du fait de sa stabilité politique et de sa bonne gestion économique. Seul le Chili jouit d'une meilleure notation dans la région. En outre, la mise en œuvre graduelle de la réforme de l'éducation s'avère cruciale afin de répondre à des défis structurels profonds, tel que l'accès inégal à une éducation de qualité ainsi qu'un faible taux d'accomplissement du niveau secondaire, qui s'élève à seulement 40% face à une moyenne régionale de 60%.

## **2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES**

La structure de l'économie uruguayenne repose principalement sur le secteur des services (63.1 % du PIB). Le secteur manufacturier, qui inclut la production de cellulose, représente quant à lui 17.5% de l'économie tandis que le secteur primaire compte pour 7.4%. La croissance de l'économie en 2022 s'explique avant tout par l'augmentation de la consommation privée ainsi que la force des exportations de biens et services. La croissance fulgurante des services IT et de services télécommunications au cours de la dernière décennie a permis à l'Uruguay de diversifier ses exportations, au-delà de l'exportation de produits primaires.

Au niveau international, l'Uruguay essaie de se positionner comme porte d'entrée pour l'Amérique du Sud et promeut activement l'établissement d'entreprises au travers d'avantages douaniers et fiscaux dans le cadre de son régime de zones de libre-échange (zones franches, ports francs, entrepôts douaniers). La proximité géographique de l'Uruguay avec les grands marchés régionaux ainsi que des infrastructures logistiques de haut niveau et un port stratégique rendent le pays attractif. Le cadre réglementaire des zones franches permet aux marchandises importées dans les zones franches d'être exonérées de tarifs douaniers et d'impôts et offre la possibilité d'entreposer ces marchandises avant leur vente ou leur réexportation pour un temps illimité. Ce régime existe déjà depuis plus de 20 ans et l'Uruguay réalise annuellement près de 31% de ses exportations totales de biens et de services au travers de ces zones franches. La loi sur la promotion des investissements offre aussi des avantages fiscaux aux investissements hors zones franches. Certaines entreprises suisses ont établi leur hub régional en Uruguay sous la forme d'un centre de distribution pour l'Amérique du sud ou encore par l'établissement d'un siège régional.

Les secteurs suivants de l'économie uruguayenne démontrent un dynamisme prometteur :

### **Agro-industrie / Agro-technologie**

L'Uruguay étant un pays agricole, le secteur primaire représente à lui seul 7.4% du PIB en 2022 tandis que l'agro-industrie contribue dans son ensemble à environ 16% du PIB. De plus, les produits agricoles forment autour de 80% des exportations de marchandises du pays, constituées principalement de viande (19%), de soja (14%) et de cellulose (14%). La création de valeur du secteur agricole provient avant tout de l'élevage de bétail, qui reste dominant. Le blé, les fèves de soja, le maïs, le riz ainsi que l'orge sont les principales cultures céréalières et ont connu une croissance exponentielle au cours du dernier quart de siècle. L'Uruguay fait face au défi de maintenir sa compétitivité internationale dans ce secteur et offre ainsi de bonnes opportunités d'affaires pour des entreprises actives dans les agro-technologies permettant par exemple d'améliorer la compétitivité du secteur ou de renforcer la résilience du secteur agricole face aux changements climatiques et aux événements extrêmes. L'Uruguay est en effet fortement exposé à l'intensification d'événements extrêmes comme les sécheresses et d'autres risques liés aux changements climatiques. Le défi consistera non seulement à assurer la productivité dans ce contexte, mais aussi à réduire les émissions de méthane et autres gaz à effet de serre afin d'atteindre les objectifs ambitieux du gouvernement.

L'Uruguay fait figure d'avant-garde à l'échelle internationale dans le domaine de la production et la distribution de cannabis légal. Pour les 14 entreprises uruguayennes ayant exporté du cannabis en 2021, la Suisse était l'un des marchés les plus importants, devançant Israël et l'Allemagne. L'Uruguay est désormais le plus grand exportateur de cannabis légal.

### **Sylviculture / Production de cellulose**

La société finlandaise UPM a investi près de \$ 3.5 milliards dans la construction d'une deuxième usine de cellulose / pâte à papier en Uruguay (UPM II). Celle-ci a débuté ses activités en avril 2023 et jouit d'une capacité de production annuelle s'élevant à 2.1 millions de tonnes de cellulose issue de plantations durables d'eucalyptus. Il s'agit du plus grand investissement étranger de l'histoire du pays et fera de la pâte à papier le principal produit d'exportation de l'Uruguay, devant la viande bovine. Par ailleurs, cet investissement a également débouché sur la construction d'un terminal portuaire dédié à l'exportation de cellulose depuis le port de Montevideo.

### **Infrastructures / Secteur de la construction**

L'usine UPM II sera reliée d'ici la fin de l'année 2023 au terminal de Montevideo par une nouvelle ligne ferroviaire (Central Railway Project) de 273 kilomètres. Stadler Rail a décroché en 2021 l'appel d'offre pour 7 locomotives de transport de marchandises qui seront mises en service sur cette ligne. De plus, un consortium privé comptant sur la participation de Stadler Rail a récemment obtenu l'approbation du gouvernement pour un projet de \$ 500 millions visant à construire un tram urbain de 35 kilomètres reliant le centre-ville de Montevideo à Ciudad de la Costa.

Le groupe allemand Deutsche Bahn mise également sur une possible extension et/ou modernisation du réseau ferroviaire uruguayen, notamment dans le transport des marchandises. Certaines entreprises suisses sont actives dans le secteur des infrastructures et de la construction, qui représente à lui seul 65% des investissements dans l'économie uruguayenne. La forte croissance des grands projets de développement immobilier s'explique avant tout par une série de changements dans le cadre législatif en vigueur visant à promouvoir les investissements et le développement de l'immobilier dans le pays. Le projet de construction d'un terminal maritime pour passagers, annoncé par le gouvernement à la mi-2022, offrira aussi des opportunités dans ce secteur. En 2021, l'entreprise belge Katoen Natie a obtenu la concession du terminal spécialisé en container du port de Montevideo (TCP). Des investissements de \$ 600 millions visant à agrandir les capacités de TCP à 3 millions de containers par année sont prévus avec l'objectif d'en faire le terminal de containers le plus moderne de la région.

### **Services ICT et Software-engineering / FinTech**

Les secteurs des technologies de l'information et des communications (TICs) et de software-engineering se sont fortement développés au cours des dernières années avec l'apparition d'un véritable écosystème propice aux start-ups et services numériques. Le gouvernement uruguayen considère le secteur IT comme une priorité de sa politique de promotion économique et offre des exemptions fiscales attractives ainsi que la possibilité d'opérer depuis une zone franche afin d'exporter différents services IT. Selon le rapport Digital Rise Report 2021, l'Uruguay a connu la plus importante numérisation de la région. De nombreuses entreprises actives dans le développement de logiciels (softwares) génèrent des exportations de services IT avoisinant les \$ 1 milliards, principalement à destination des États-Unis (64% des exportations de services IT en 2021). Ce chiffre fait de l'Uruguay l'un des plus importants exportateurs mondiaux de logiciel au prorata de la population. L'offre de talents peine cependant à suivre la demande dans ce secteur, poussant à la mise en œuvre de programmes spécifiques ou à l'arrivée de talents étrangers attirés par la qualité de vie offerte à Montevideo. La forte croissance du secteur des services IT est illustrée par l'établissement, lors des 10 dernières années, des géants américains de l'IT et du software, tels que IBM, Microsoft, Oracle, Cognizant, NetSuite, VeriFone et Netflix. L'Uruguay se distingue aussi graduellement dans le secteur des technologies financières (FinTech), comme démontré par sa présence dans le Top 20 du Global FinTech Index en décembre 2022 ainsi que la mise en bourse de dLocal, la première licorne uruguayenne, à New York en 2021 et aujourd'hui évaluée à plus de \$ 4 milliards.

### **Énergies renouvelables / Durabilité/ Hydrogène vert**

L'Uruguay produit déjà plus de 95% de son électricité à partir d'énergies renouvelables et offre des conditions optimales pour la production d'énergie verte. Le pays est aussi l'un des premiers de la région à promouvoir la mobilité électrique à grande échelle, dans l'idée de verdir totalement son mix énergétique. Le Fonds monétaire international a reconnu l'avant-gardisme du pays en matière de durabilité et considère le pays comme un véritable leader en matière de politique climatique. Le World Economic Forum décrit même l'Uruguay comme un « sustainability success story ». L'émission d'un sustainability-linked bond par l'Uruguay ainsi que la réduction significative de l'intensité carbone de son économie en sont les preuves. Par ailleurs, l'Uruguay se positionne clairement dans le secteur de l'hydrogène vert avec une feuille de route officielle publiée l'année dernière fixant différentes étapes ainsi que des objectifs ambitieux à l'horizon 2040. À terme, l'Uruguay ambitionne d'exporter de l'hydrogène vert grâce à son avantage comparatif. Ainsi, un premier projet franco-uruguayen (H24U) a débuté concrètement en 2023 par un investissement de \$ 43 millions, en plus d'un soutien financier du fond sectoriel pour l'hydrogène vert administré par le ministère de l'énergie uruguayen. La multinationale allemande Enertrag a quant à elle annoncé la construction d'un hub d'hydrogène vert à Tacuarembó afin de fournir le marché allemand en e-méthanol. La collaboration avec l'Allemagne dans le domaine

de l'énergie verte s'est renforcée par la mise en place d'un « partenariat énergétique » avec Berlin. L'Uruguay cherche activement à former d'autres partenariats, notamment avec l'UE, et à attirer des investisseurs étrangers afin de devenir un exportateur d'hydrogène vert. Début juin, le président Luis Lacalle Pou a annoncé la construction, dès 2024, d'une usine de production d'hydrogène vert à Paysandú pour un investissement historique de \$ 4 milliards. Ce mégaprojet, porté par l'entreprise publique ANCAP, offrira 3200 emplois afin de produire et d'exporter des carburants synthétiques neutres en carbone à partir d'énergies renouvelables et de CO2 capturé dans des processus industriels. L'Uruguay se pose ainsi comme véritable précurseur dans le domaine de la transition énergétique, cherchant à concrétiser peu à peu sa feuille de route sur l'hydrogène vert. La Suisse et l'Uruguay ont conclu un accord bilatéral sur la base de l'art. 6 al.2 de l'Accord de Paris afin de faciliter les transferts internationaux de certificats de réductions d'émissions (ITMOs).

### 3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

---

#### 3.1 Politique et priorités du pays hôte

L'Uruguay a établi douze zones franches dans le but d'attirer des investissements internationaux. Entre temps, ces zones franches accueillent plus de 1'000 entreprises et plus de 15'200 employés, majoritairement d'origine uruguayenne du fait de prescriptions légales exigeant, en général, d'employer au moins 75% de locaux. Les zones franches ont gagné en importance comme destination de transit du fait de leurs exemptions fiscales et tarifaires. Elles accueillent notamment un nombre important de prestataires de services, y compris des entreprises suisses active dans le secteur financier et du trading. Les exportations de biens depuis ces zones franches s'élevaient en 2022 à \$ 2.9 milliards, ce qui représente une croissance de 32% par rapport à l'année précédente. Les derniers chiffres disponibles (2019) montrent que plus de la moitié des exportations originaires des zones franches consistent en des services, principalement dans le domaine des technologies de l'information et de la communication ainsi que celui de services professionnels. Les États-Unis constituent la principale destination des exportations de biens et services depuis les zones franches (15%), suivis par les Pays-Bas (11%) et le Brésil (9.5%). Selon le think tank CERES, si l'on considère le commerce total (comprenant les zones franches et couvrant le commerce de marchandises et de services), le principal partenaire commercial de l'Uruguay serait en fait les États-Unis et non la Chine. L'Uruguay participe depuis en 2023 à l'*Americas Partnership for Economic Prosperity*, une initiative américaine qui regroupe plusieurs pays du continent triés sur le volet par Washington et offre un cadre de coopération régionale. Cette proximité avec les États-Unis peut s'avérer bénéfique dans le cadre d'une tendance globale au « friend-shoring ».

Du fait de la taille limitée de son marché national (3.5 millions d'habitants) ainsi que d'une structure productive majoritairement axée sur l'exportation, l'Uruguay nécessite un accès préférentiel aux marchés internationaux. C'est pourquoi le gouvernement de Lacalle Pou s'efforce de conclure de nouveaux accords de libre-échange (ALE), principalement au travers des négociations menées par le Mercosur qui compte également l'Argentine, le Brésil et le Paraguay comme membres actifs. Le Mercosur a conclu avec succès des négociations sur un ALE avec Singapour en 2022 et négocie actuellement, entre autres, avec le Canada et la Corée du Sud. En juin et respectivement août 2019, le Mercosur a conclu en substance des ALEs avec l'Union européenne (UE) ainsi que l'Association européenne de libre-échange (AELE). La ratification de ces deux accords reste cependant en suspens à ce jour. L'Uruguay s'engage pour une signature et une ratification rapide des deux accords en question. Par ailleurs, le gouvernement de Lacalle Pou, frustré par le manque de dynamisme interne du Mercosur ainsi que le dysfonctionnement du bloc commercial, cherche activement de nouveaux partenaires afin de négocier des ALE sur une base bilatérale, en contradiction avec l'idée d'un marché commun. Ainsi, en 2022, l'Uruguay et la Chine ont discuté de la faisabilité d'un ALE bilatéral et Montevideo s'est également entretenu avec Ankara sur la possibilité d'un tel accord. Fin 2022, l'Uruguay a aussi déposé une demande d'adhésion au Comprehensive and Progressive Trans-Pacific Partnership (CPTPP), visant à se projeter en direction de l'océan Pacifique. Ces efforts n'ont cependant pas porté leurs fruits à ce jour du fait de l'opposition exprimée par les autres membres du Mercosur. À l'échelle bilatérale, l'Uruguay et le Brésil ont conclu en 2022 un nouvel accord commercial qui permet aux produits fabriqués dans les zones franches uruguayennes d'accéder au marché brésilien en franchise de tarifs douaniers.

### 3.2 Perspectives pour la Suisse

Actuellement, les négociations entre l'UE et le Mercosur se caractérisent par l'espoir d'une signature d'ici à l'été 2023. Dans le cas d'une évolution positive, une signature rapide de l'ALE entre le Mercosur et l'AELE s'avèrera nécessaire afin de garantir aux entreprises suisses des conditions similaires à celles offertes à leurs concurrentes européennes. En outre, les tarifs douaniers élevés perçus par l'Uruguay sur les produits importés constituent un défi pour les entreprises suisses, dans la mesure où de nombreux produits originaires des autres membres du Mercosur bénéficient d'une réduction ou d'une exemption tarifaire. Les exportations suisses en Uruguay sont composées à 85% de produits pharmaceutiques et de produits horlogers. La conclusion de l'ALE entre le Mercosur et l'AELE aiderait sûrement à diversifier la nature des exportations helvétiques.

## 4 COMMERCE EXTÉRIEUR

---

### 4.1 Evolution et perspectives générales

#### 4.1.1 Commerce de marchandises

L'année 2022 a marqué un nouveau record historique pour les exportations uruguayennes de marchandises, surpassant le niveau de l'année précédente pour s'élever à \$ 13.4 milliards. Cela représente une augmentation de 16.5% par rapport au précédent record établi en 2021. Ce niveau est bien supérieur à la moyenne pré-pandémique (autour de \$ 10 milliards). La balance commerciale pour les marchandises s'est avérée positive pour l'année 2022, présentant un excédent de \$ 2.4 milliards. L'Uruguay présente un excédent dans le commerce des marchandises depuis 2016. Les exportations sont principalement constituées de viande bovine (19%), de graines de soja (14%) et de cellulose (13%). Le montant record des exportations uruguayennes s'explique avant tout par l'augmentation des prix touchant les produits primaires, bien que les volumes aient également augmenté pour certaines exportations, notamment le soja. Les importations ont augmenté de 22% par rapport à 2021 et ont consisté principalement en des véhicules (10%), des produits chimiques destinés à l'agriculture (9%) ainsi que des produits alimentaires (6%). La réduction du tarif extérieur commun du Mercosur décidée en juillet 2022 représente un léger allègement tarifaire pour certains produits (réduction de 10% du tarif douanier moyen).

En termes de commerce de marchandises, le premier partenaire économique de l'Uruguay s'avère être la Chine, avec des échanges commerciaux d'une valeur de \$ 6 milliards (24% du total). Le Brésil et l'UE suivent avec des parts respectives de 17% et 14%, complétés par l'Argentine avec une part de 11%. Les États-Unis sont en cinquième position et représentent 6% des échanges commerciaux. Les exportations uruguayennes à destination du Mercosur représentaient environ 25% du total en 2022. Le commerce intra-bloc stagne du point de vue de l'Uruguay puisqu'en 2012 le Mercosur représentait déjà un peu plus de 27% des exportations.

#### 4.1.2 Commerce de services

Les exportations totales de services représentaient en 2022 \$5.5 milliards, une croissance de 47% par rapport à 2021. Cette forte croissance s'explique principalement par un retour à la normale dans le secteur touristique, véritable moteur traditionnel des services pour l'Uruguay. Mis à part cet effet de rattrapage dû à la normalisation sanitaire, ce sont avant tout les exportations de services dits « globaux » qui continuent de croître (+15%), contribuant ainsi à la croissance des exportations de services vers le haut. La part des services globaux dans les exportations uruguayennes de services est ainsi passée de 42% en 2016 à 56% en 2022. Près de 85% de ces services globaux trouvent leur origine dans les zones franches. Il s'agit principalement de services TIC, de services de software ou de télécommunications ainsi que de services professionnels.

Selon Uruguay XXI, les entreprises exportant des prestations de services sont très hétérogènes en terme de tailles, de revenus et de modèles d'affaires. Les start-ups font cependant preuve d'un grand potentiel, illustré par la première licorne uruguayenne « dLocal », spécialiste des technologies de paiement, aujourd'hui cotée à plus de \$ 3.6 milliards ainsi que le rachat des deux fleurons uruguayens Moove It et December Labs par le groupe d'investissement new-yorkais Recognize au début de cette année. L'attractivité de l'Uruguay dans le secteur des services TIC est aussi reflétée dans l'implantation

continue d'entreprises étrangères tel que l'américain UKG qui a décidé d'installer son hub technologique pour toute l'Amérique du Sud.

## 4.2 Commerce bilatéral

Le commerce bilatéral entre la Suisse et l'Uruguay a légèrement augmenté en 2022 afin d'atteindre une valeur de CHF 175 millions (2021 : CHF 164 millions). Le volume commercial bilatéral n'a toutefois pas encore récupéré son niveau antérieur à la pandémie (2018 : CHF 194 millions). La balance commerciale reste en faveur de la Suisse et présente un excédent de CHF 111 millions. La Suisse représente 0.4% des importations totales de l'Uruguay, une part qui reste stable depuis plusieurs années. Bien que la valeur du commerce bilatéral de marchandises entre les deux pays connaisse quelques variations annuelles, les chiffres démontrent en fait une certaine stagnation en-dessous de CHF 200 millions au cours des dernières années. Les échanges commerciaux entre la Suisse et l'Uruguay restent donc marginaux.

Les exportations suisses ont démontré une croissance de 6.1% en 2022 pour s'établir à CHF 143 millions. Ce chiffre reste toutefois inférieur aux valeurs antérieures à la Covid-19 et représente un peu moins de la moitié de la valeur des exportations de l'année 2013 (CHF 270 millions). Les produits pharmaceutiques représentent plus de 2/3 des exportations suisses, suivi de l'horlogerie (15.5%), des machines et des engins mécaniques (2.4%) puis des instruments optiques ou médico-chirurgicaux (2%). Les importations suisses depuis l'Uruguay ont augmenté de 4.5% pour atteindre un total de CHF 32 millions en 2022. Elles sont constituées principalement de produits agricoles (80%) et de métaux précieux (12.6%).

Selon les données uruguayennes, l'Uruguay a exporté en 2022 pour \$ 24 millions vers la Suisse tandis que les importations depuis la Suisse se sont élevées \$ 41 millions. Remarquablement, le volume bilatéral enregistré par l'Uruguay s'élève seulement à \$ 65 millions. Cette divergence statistique considérable de plus de CHF 100 millions par rapport aux données collectées par l'administration fédérale suisse s'explique probablement par la méthodologie des autorités uruguayennes, qui s'abstiennent de comptabiliser les importations entrant dans les zones franches, du fait qu'elles sont destinées à être réexportées. Par ailleurs, les activités internationales de plusieurs groupes suisses ne sont pas couvertes par ces statistiques bilatérales du fait de la mondialisation.

## 5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

---

### 5.1 Evolution et perspectives générales

Le stock d'investissement direct en Uruguay atteignait \$ 36 milliards fin 2021, suite à une croissance de 7% par rapport à 2020. Les flux indiquaient un solde positif de \$ 2.2 milliards, ce qui signifie que l'Uruguay a été un récepteur net d'investissements directs sur la base des dernières données disponibles (2021). L'Espagne arrive en tête comme le premier investisseur en Uruguay (17% du stock d'investissements directs), suivi de l'Argentine (14%), de la Finlande (12%) et du Brésil (10%). La Suisse est le 5ème investisseur le plus important avec 7% du stock total, devant les États-Unis. L'Union Européenne dans son ensemble représenterait le premier investisseur étranger avec une part conséquente de 37%. La forte croissance du stock d'investissements finlandais (+30%) s'explique par la construction d'une nouvelle usine de pâte à papier (UPM II) par le groupe finlandais UPM. Les données provisoires de l'année 2022 indiquent également des flux d'investissements directs de l'ordre de USD 3.8 milliards, équivalant à 5.2% du PIB national. Ces flux d'investissements directs sont majoritairement constitués de réinvestissements de bénéfices (90.5% du flux net total). Sur la période 2012-2021, les investissements directs se sont concentrés dans le secteur financier et des assurances (33%), suivi de l'industrie manufacturière (32%).

Le développement économique de la dernière décennie a donné lieu à des opportunités d'investissements dans une série de secteurs. Les opportunités dans les domaines de l'agro-industrie, de la sylviculture/cellulose, des prestations de services globaux ainsi que des énergies renouvelables se démarquent. Selon l'OCDE, le cadre réglementaire de l'Uruguay est substantiellement plus ouvert aux investissements étrangers que la moyenne latino-américaine.



## 5.2 Investissements bilatéraux

La Suisse se situe depuis plusieurs années parmi les 10 premiers investisseurs en Uruguay. Les données disponibles pour l'année 2021 placent la Suisse en cinquième position avec un stock d'investissements directs s'élevant à \$ 2.5 milliards. Une certaine stagnation du stock peut cependant s'observer au cours des 5 dernières années. Ce chiffre traduit une présence suisse relativement importante de hubs régionaux par des entreprises suisses ainsi que les opportunités offertes par les zones de libre-échange. Le stock d'investissements suisses a connu une croissance de 4% par rapport à 2020 malgré des flux négatifs de USD 369 millions. L'évolution du stock d'investissements directs est influencée par de nombreux facteurs. Lorsqu'il s'agit des transactions en capital, les données de Banque nationale suisse révèlent des flux d'investissements suisses positifs en 2019 (CHF 48 millions) et 2020 (CHF 58 millions), suivis d'un désinvestissement de CHF -49 millions en 2021. Les entreprises suisses représentent près de 800 emplois en Uruguay. Les secteurs principaux sont les industries alimentaire, pharmaceutique et chimique ainsi que les services financiers. Les accords existants en matière de protection des investissements et de double-imposition facilitent les investissements directs suisses.

## 6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

---

### 6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

L'Ambassade de Suisse en Uruguay entretient des relations étroites avec la Chambre de Commerce suisse-uruguayenne (CCSU). Fondée en 1944, la CCSU contribue à promouvoir le commerce entre les deux pays en offrant une plateforme qui facilite les contacts entre les entreprises uruguayennes et suisses.

En avril 2022, la CCSU et Switzerland Global Enterprise (S-GE) ont conclu un accord de prestation de services qui prévoit une coopération accrue de façon à soutenir les entreprises suisses souhaitant entrer sur le marché uruguayen. S-GE a également conclu un accord similaire avec son homologue Uruguay XXI en 2018.

### 6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

L'intérêt économique de l'Uruguay et des entreprises uruguayennes pour la Suisse est modeste, malgré la position avantageuse de la Suisse en termes d'investissements directs. L'Uruguay exporte peu en Suisse et le nombre d'entreprises uruguayennes présentes en Suisse est très restreint. Sur le plan touristique, la Suisse reste aussi une destination marginale pour les Uruguayens. Cependant, la Suisse jouit d'une image très positive au sein de la société uruguayenne. La création d'un groupe d'amitié Suisse-Uruguay au sein du Parlement uruguayen en mai 2023 offre une opportunité de développer plus d'intérêt pour la Suisse.

## ANNEXE 1 – Structure de l'économie

## Structure de l'économie du pays hôte

	2017	2022*
<b>Répartition du PIB</b>		
Secteur primaire	6.3%	7.4%
Secteur manufacturier	17.3%	17.5%
Services	65.3%	63.1%
– dont services publics	4.7%	4.8%

<b>Répartition de l'emploi</b>	2017	2021
Secteur primaire	9.2%	8%
Secteur manufacturier	20.1%	18.3%
Services	70.7%	72.9%
– dont services publics	6.4%	7.7%

Source(s) : Banco Central del Uruguay (Informe Cuentas Nacionales). Organisation Internationale du Travail (ILOSTAT). Encuesta Continua de Hogares (ECH) del Instituto Nacional de Estadísticas (INE).

\* Données provisoires pour l'année 2022

## ANNEXE 2 – Principales données économiques

## Principales données économiques du pays hôte

	2022	2023	2024
<b>PIB (USD mia)*</b>	<b>71.8</b>	<b>77.3</b>	<b>80.1</b>
<b>PIB/habitant (USD)*</b>	<b>20'221</b>	<b>21'677</b>	<b>22'585</b>
<b>Taux de croissance réel (% du PIB)*</b>	<b>4.9%</b>	<b>2%</b>	<b>2.9%</b>
<b>Taux d'inflation (%)*</b>	<b>9.11%</b>	<b>7.58%</b>	<b>6.14%</b>
<b>Taux de chômage (%)*</b>	<b>7.86%</b>	<b>8.26%</b>	<b>8.01%</b>
<b>Solde budgétaire (% du PIB)*</b>	<b>-2.55%</b>	<b>-2.18%</b>	<b>-2.48%</b>
<b>Solde des transactions courantes (% du PIB)*</b>	<b>-2.46%</b>	<b>-2.50%</b>	<b>-2.17%</b>
	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
<b>Dettes extérieures totales (% du PIB)**</b>	<b>85.9%</b>	<b>85.2%</b>	<b>86.3%</b>
<b>Service de la dette (% des exportations)**</b>	<b>67.7%</b>	<b>57.7%</b>	<b>55.6%</b>
<b>Réserves (mois d'importations)**</b>	<b>15.1</b>	<b>13.7</b>	<b>13.1</b>

\* Source : FMI, World Economic Outlook (Avril 2023)

- <https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases#sort=%40imfdate%20descending>

\*\* Source : FMI, Article IV Report (Janvier 2022). Estimations prévisionnelles.

- <https://www.imf.org/en/Countries>

## ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

## Partenaires commerciaux du pays hôte

année : 2022

Perspective selon le pays hôte – Commerce de biens

Rang	Pays	Exportations <i>par le pays hôte</i> (USD millions)	Part	Var. <sup>1</sup>	Rang	Pays	Importations <i>par le pays hôte</i> (USD millions)	Part	Var. <sup>1</sup>
1	Chine	3.675	28%	12%	1	Brésil	2.560	23%	25%
2	Brésil	1.873	14%	3%	2	Chine	2.354	21%	18%
3	Argentine	1.250	9%	106%	3	Argentine	1.422	13%	11%
4	États-Unis	784	6%	36%	4	États-Unis	656	6%	21%
5	Mexique	364	3%	20%	5	Allemagne	297	3%	11%
...	.....	.....			...	.....	.....		
...	.....	.....			...	.....	.....		
38	Suisse	24	0.2%	5%	32	Suisse	41	0.4%	7%
(2)	UE	1.950	15%	22%	(3)	UE	1.429	13%	18%
	<b>Total</b>	<b>13.356</b>	<b>100 %</b>	<b>16%</b>		<b>Total</b>	<b>10.941</b>	<b>100 %</b>	<b>22%</b>

Source(s) : Uruguay XXI (Informe Anual de Comercio Exterior 2022) sur la base des données fournies par la Direction Nationale des Douanes (DNA). Les données incluent les zones franches pour les exportations.

<sup>1</sup> Variation par rapport à l'année précédente en %

## ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

## Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

	<b>Export</b> (Mio. CHF)	<b>Variation</b> (%)**	<b>Import</b> (Mio. CHF)	<b>Variation</b> (%)**	<b>Solde</b> (en Mio.)	<b>Volume</b> (en Mio.)
2018	169	0.8	25	4.2	144	194
2019	159	-6.0	25	-0.8	134	183
2020	135	-14.7	24	-2.0	111	160
2021	134	-0.6	30	26.3	105	164
<b>2022#</b>	<b>143</b>	<b>6.1</b>	<b>32</b>	<b>4.5</b>	<b>111</b>	<b>175</b>
<i>(Total 1)*</i>						
<b>2023#</b> (Janvier-Février)	<b>29</b>	<b>0.8</b>	<b>4</b>	<b>16.4</b>	<b>25</b>	<b>33</b>

\*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités.

\*\* ) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente.

#) Données provisoires.

<b>Exportations</b>	<b>2021</b> (% du total)	<b>2022*</b> (% du total)
1. Produits pharmaceutiques (HS 30)	66.2	68.7
2. Horlogerie (HS 91)	16	15.5
3. Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques ; parties de ces machines ou appareils (HS 84)	2.8	2.4
4. Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision ; instruments et appareils médico-chirurgicaux ; parties et accessoires de ces instruments (HS 90)	2.1	2

<b>Importations</b>	<b>2021</b> (% du total)	<b>2022*</b> (% du total)
1. Viandes et abats comestibles (HS 02)	69.8	75.9
2. Perles fines ou de cultures, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières ; bijouterie de fantaisie ; monnaies (HS 71)	14.1	12.6
3. Graines et fruits oléagineux ; graines, semences et fruits divers ; plantes industrielles ou médicinales ; pailles et fourrages (HS 12)	7.3	3.3
4. Céréales (HS 10)	1	1.7

\*) Données provisoires.

Source : Swiss-Impex. Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières.  
<https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex/>. État au 19.04.2023.

## ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

## Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2021

Rang	Pays	Investissements directs* (mio USD, stock)	Part	Variation (stock)	Flux de l'année écoulée** (mio USD)
1	Espagne	6.154	17%	+ 4%	+ 338
2	Argentine	5.202	14%	+ 2%	+ 576
3	Finlande	4.193	12%	+ 30%	+ 1.290
4	Brésil	3.615	10%	+ 17%	+ 4.431
5	Suisse	2.528	7%	+ 4%	- 369
6	États-Unis	2.319	6%	+ 6%	- 1.972
7	Chili	2.109	6%	+ 3%	+ 150
8	Autres pays d'Amérique du Sud	2.021	6%	+ 5%	+ 264
9	Pays-Bas	1.777	5%	+ 12%	- 1.766
10	Singapour	1.332	4%	+ 30%	+ 398
(1)	UE	13.457	37%	+ 12%	- 179
	Total	36.180	100 %	+ 7%	+2.244

*Les stocks et les flux d'investissements directs sont exprimés en millions de USD.*

Sources : Banco Central del Uruguay. Inversión de Extranjera Directa.:

<https://www.bcu.gub.uy/Estadisticas-e-Indicadores/Paginas/Inversion-de-Extranjera-Directa.aspx>.

Uruguay XXI. Informe Inversión Extranjera Directa 2021. <https://www.uruguayxxi.gub.uy/es/centro-informacion/articulo/inversion-extranjera-directa-ied/>. État au 20.04.2023).

\*) Seul les opérations portant sur les participations au capital sont considérées.

\*\*) Pour les flux d'investissements directs étrangers, les bénéfices réinvestis et les opérations relatives aux prêts et titres de créances sont aussi pris en compte.